

## Iran : les femmes dans la politique

Les partisans des droits des femmes cherchent à intégrer les demandes féministes avec les objectifs de réforme et de démocratie à un moment de répression croissante.

Nayereh Tohidi

Les femmes iraniennes ont joué un rôle important dans les dixièmes élections présidentielles de juin où Mahmoud Ahmadinejad a été déclaré vainqueur avec une grande marge. Au cours des grands meetings préélectoraux de l'intense campagne, et aussi pendant le conflit post-électoral, les femmes ont joué un rôle visible et actif. Les conflits internes entre les membres de l'élite gouvernante ainsi que les vieilles divisions parmi le clergé chiite et entre le peuple et l'Etat ont de nouveau jailli pendant et après les élections. Un grand nombre de femmes ont participé aux protestations dans la rue qui ont suivi le vote au fur et à mesure que les candidats de l'opposition et leurs partisans lançaient des accusations de fraude électorale à grande échelle dans les résultats officiels, parlant même d'un « coup électorale ».

Les médias internationaux, qui en général n'étaient pas conscients du mouvement féministe naissant en Iran, ont été surpris de voir de nombreuses femmes participer aux manifestations et faire face à la réponse violente des forces de sécurité, illustrant graphiquement le conflit entre une société en processus de modernisation et un gouvernement de plus en plus répressif. Nonobstant, la participation massive des femmes lors des dernières protestations n'est pas une nouveauté : c'est le résultat de nombreuses années d'un travail d'éducation et d'organisation dans l'ombre effectué par de nombreux petits groupes de femmes et hommes basés sur les droits civils et, en particulier, sur les droits des femmes. L'activisme social des femmes et leur participation dans des mouvements politiques de l'Iran remonte à 100 ans d'histoire. Les moments les plus notoires se trouvent pendant la Révolution Constitutionnelle de 1906-11, le mouvement nationaliste des années cinquante, les processus de modernisation et réforme des années soixante et soixante-dix et la Révolution islamique de 1978-79.

Ce qui actuellement constitue un précédent, ce n'est pas tellement la quantité de femmes mais la qualité de leur participation, relevable de par une profonde conscience de genre, activement féministe, et leur confiance en elles-mêmes. Aussi pendant la Révolution de 1979,

des milliers de femmes, la plupart couvertes par des voiles noirs, appuyèrent l'ayatollah Khomeini dans son discours visionnaire et populiste sur une société islamique juste et utopique. Cependant, l'actuel conflit social n'est ni révolutionnaire ni sectaire. Il s'agit d'un mouvement non violent et non idéologique pour la démocratie, où la liberté individuelle et les droits civils, ceux des femmes inclus, sont les principaux composants.

Des femmes de tous les secteurs de la société, mais majoritairement des jeunes femmes des villes de classe moyenne, ont participé dans les campagnes électorales et les protestations contre les résultats. Bien que quelques unes étaient visiblement pieuses et portaient le tchador noir, beaucoup d'autres s'habillaient à la mode, des foulards colorés témoignant de l'aspect séculaire. Ces protestations spontanées, contrairement aux manifestations organisées par le gouvernement pendant les 30 dernières années et dont la norme était la ségrégation des sexes, ont été mixtes – les femmes ont participé à côté des hommes et, même, au premier rang.

Les appels nocturnes lancés depuis les toits disant « Allah-o-Akbar » (Dieu est Grand) et « mort au Dictateur » sont semblables à ceux entendus pendant la Révolution de 1978-79. Mais contrairement au passé récent, le mouvement n'est plus dominé par un Islam révolutionnaire et sectaire. Le marxisme-léninisme des mouvements guérilleros des années soixante-dix n'est plus présent non plus. Le discours populiste, fondamentaliste (islamique) et anti-impérialiste défendu par l'ayatollah Khomeini pendant les années soixante-dix, est maintenant pluraliste et principalement séculaire, basé sur les droits de l'homme et les droits des femmes, les droits civils et la gouvernabilité démocratique, qui définissent le cadre du mouvement actuel. Par séculier, je n'entends pas aller à l'encontre de la religion, ni de la mettre en marge, mais d'accepter la séparation entre Etat et religion. Cette croissante tendance séculaire en Iran refuse la théocratie, la suprématie du pouvoir religieux dans la politique et la tutelle absolue des juristes islamiques (*velayat-e motaqeh Faqih*). Ils aspirent à créer une république séculière basée sur des élections libres

et une démocratie parlementaire. En d'autres mots, la pensée principale du mouvement actuel est post-islamiste et non idéologique.

Plusieurs facteurs liés entre eux et parfois paradoxaux ont contribué à former ce processus évolutif. Parmi les changements récents en Iran, aussi bien au niveau local que national, on remarque les changements démographiques, tels l'augmentation de la population urbaine ; le pourcentage de jeunes ; l'importante augmentation de l'indice d'alphabétisation et de scolarisation, en particulier parmi les femmes, qui constituent 63 % des effectifs universitaires ; la drastique réduction du taux de naissance grâce à une efficace campagne pour le contrôle de la natalité et la planification familiale, appuyée par une meilleure attention primaire ; l'augmentation de la participation des femmes dans les activités sociales et politiques ; et une plus grande contribution féminine à la production économique, scientifique et culturelle.

Les liens entre ces changements internes et les changements internationaux (en particulier avec l'impact des facteurs globalisateurs comme Internet, la téléphonie mobile et la télévision par satellite et l'universalité du discours des droits de l'homme et du féminisme promus par l'ONU et par des dispositifs d'appui comme le CEDAW, ratifiés de plus en plus par un plus grand nombre d'Etats membres de l'ONU) ont contribué aux transformations de l'actuel mouvement pour la démocratie en Iran.

Les impacts socialisateurs et politisateurs de la Révolution de 1979 sur les femmes, et en particulier sur les secteurs traditionnels et conservateurs, ont collaboré à la croissance de l'influence des femmes de classe moyenne dans la société iranienne. Les femmes modernes, urbaines et de classe moyenne, nées dans les années de modernisation sous la dynastie Pahlavi des années vingt à soixante-dix, ont formé le noyau des groupes féministes qui s'opposent aux lois et aux politiques discriminatoires promues par le gouvernement islamiste depuis 1979.

Postérieurement, les femmes activistes islamiques et les croyantes des secteurs plus traditionalistes et conservateurs ont, avec le temps, été déçues par l'utopie islamiste. Elles se sont alors réorientées vers une reconstruction réformatrice de la politique et une interprétation féministe de leurs croyances religieuses et se sont unies à ce noyau. Ceci a été la conséquence des injustices patriarcales telles la polygamie, les mariages temporaires, les privilèges de l'homme dans le divorce, comme la garde des enfants, les héritages, et beaucoup d'autres lois et politiques discriminatoires appliquées par la République islamique. Les croissantes différences socioéconomiques, la corruption et, spécialement, la répression gouvernementale des libertés individuelles et des droits civils ont écarté de l'Etat islamiste de nombreux hommes et femmes des générations des plus jeunes.

Ainsi donc, maintenant, la jeunesse – et en particulier les mouvements étudiant et féministe – sont les géné-

rations primordiales dans la lutte pour les droits civils et le principal agent de changement et de démocratisation en Iran.

### Les femmes dans le processus électoral

Les élections en Iran ne sont ni libres ni propres. On permet au peuple d'élire entre quelques candidats lesquels on été préalablement enquêtés pour pouvoir passer le processus de sélection du Conseil des Gardiens, un organe non élu. Au cours des derniers mois avant le 12 juin, le climat d'apathie politique et le désespoir vira à l'optimisme face au changement, ce qui se traduit par une mobilisation massive afin de participer au scrutin. Ce virement était dû, principalement, aux plateformes progressistes pour le changement présentées par les deux principaux candidats réformistes : Mir-Hossein Moussavi et Mehdi Karroubi. La différence entre les candidats réformistes et le président Ahmadinejad reposait sur leurs promesses de freiner les réductions des droits civils réalisées par ce dernier ; améliorer les droits des femmes et des minorités ethniques et religieuses ; mettre de l'ordre dans la mauvaise gestion économique (inflation de 25 % et chômage croissant) ; et changer aussi bien la politique extérieure d'hostilité et de confrontation que la militarisation, qui ont donné pour résultat des résolutions des Nations unies contre l'Iran, les sanctions économiques et la menace d'attaques militaires et de guerre depuis l'Occident, ce qui a semé un sentiment national d'insécurité et d'isolement.

Les activistes féministes ont aussi mis un temps à surmonter l'apathie générale et s'engager dans le processus électoral, spécialement pour celles qui avaient perdu tout espoir de réforme politique et la confiance vis-à-vis des candidats. Nonobstant, trois mois avant les élections, plusieurs groupes de femmes et de féministes décidèrent de profiter de l'ouverture relative du paysage politique pendant la période électorale, pour former une intervention féministe dans le processus. Elles formèrent une coalition mixte appelée « Convergence de Femmes » (*Hamgarayee Zanan*) qui représentait 42 groupes de femmes et 700 activistes individuelles. La coalition fit pression sur les candidats présidentiels au sujet de deux exigences spécifiques : la ratification de la CEDAW et la révision de quatre articles (19, 20, 21 et 115) de la Constitution qui se réfèrent explicitement à la discrimination sexuelle. Bien qu'individuellement de nombreuses féministes votèrent pour l'un des candidats réformistes, la coalition se maintint comme une plateforme de revendication (*motalebeh-mehvar*) et évita d'appuyer explicitement un candidat. Leur objectif était de mettre les candidats en situation d'aborder les questions féminines et les exigences spécifiques.

Il faut souligner qu'avant la campagne électorale de 2009, une nouvelle vague d'activisme collectif féminin avait déjà exprimé les demandes des femmes pour atteindre l'é-

galité de droits sur la scène politique. Suivant une tendance croissante dans les activités de la presse des femmes et des ONG féminines depuis 1998 et certaines manifestations en 2004 et 2005, en 2006 plusieurs campagnes tournées vers cette direction eurent lieu. La plus populaire et influente a été la Campagne du Million de Signatures pour changer les lois discriminatoires. Malgré la nature pacifique et transparente du mouvement iranien des femmes, beaucoup d'activistes ont été victimes de répression sous la forme de campagnes de discrédit dans les médias étatiques, de passages à tabac et de détentions par les forces de sécurité. Au cours des cinq années précédant les élections présidentielles, plus de 70 femmes activistes ont été arrêtées et menées à la prison d'Evin accusées « d'agiter l'opinion publique », « de propagande contre l'Etat » et « de mettre en danger la sécurité nationale ». Bien que la plupart aient été remises en liberté sous caution au bout de quelques semaines, certaines ont été condamnées à plusieurs mois – et même années – de prison.

Tous ces efforts ont contribué à des changements évidents dans les politiques de genre dans ces dixièmes élections présidentielles de 2009. Les trois candidats qui se sont présentés contre Ahmadinejad, promirent d'aborder les exigences de la coalition et d'inclure des femmes ministres dans leurs gouvernements s'ils sortaient élus. Le principal candidat, Mir-Hossein Moussavi, a été vu habituellement en compagnie de sa femme, Zahra Rahnavard, se tenant la main – un geste osé et sans précédents dans la culture politique iranienne de ségrégation sexuelle. Rahnavard, une activiste musulmane renommée, écrivain, intellectuelle et artiste reconnue, a été la première femme à devenir recteur d'une université iranienne. Sa présence, sa forte personnalité, sa position claire sur les droits de l'homme et des femmes et ses foulards colorés ont été déterminants pour montrer le charme de ce couple comme une option prometteuse de changement.

L'autre candidat réformiste, Mehdi Karroubi, a aussi fait une campagne beaucoup plus dirigée vers les femmes que lors des élections de 2005. Bien qu'il s'agisse d'un clerc, son équipe de campagne – composée de certains réformistes respectés – incluait la voix de Jamila Kadivar, une activiste renommée. L'épouse de Karroubi, une professionnelle de valeur, a aussi participé dans la gestion de la campagne. Même le candidat conservateur, Mohsen Rezaï, était accompagné de son épouse dans certains meetings. Finalement Ahmadinejad lui-même s'est vu obligé d'emmener sa femme à l'un des actes électoraux.

### Les femmes dans le soulèvement post-électoral

La présence des femmes dans le Mouvement Vert post-électoral a été aussi remarquable que leur rôle dans le processus électoral. La prévalence d'images artistiques, de chansons et de poésie, et en particulier l'élection de la couleur verte en tant que symbole unificateur, ont doté le groupe réformiste d'une sorte de ton « féminin ».

Malgré la répression violente qui a causé près de 4.000 détentions et environ 70 morts (selon les chiffres officiels), les activistes du Mouvement Vert ont fait preuve de leur pacifisme pour la plupart. L'importance qu'ont gagnée les femmes en tant que personnages politiques, journalistes, avocates et activistes, s'est vue clairement reflétée dans l'augmentation de la quantité de femmes passées à tabac, blessées, assassinées ou arrêtées en tant que prisonnières politiques depuis les révoltes du 12 juin.

Le principal icône du mouvement actuel des droits civils est une femme : Neda Agha-Soltan, qui fut abattue par la milice au service du gouvernement lorsqu'elle protestait pacifiquement. Sa mort, qui fut enregistrée par la caméra d'un téléphone portable, a fait le tour du monde et produit une indignation généralisée, devenant ainsi martyr et inspiration pour d'autres manifestations. Neda représente, dans de nombreux aspects, un prototype démographique, de genre et de classe de ces personnes qui se sont unies au mouvement des droits civils. Son âge (27 ans), nous rappelle que 70 % de la population iranienne est en dessous de 30 ans et qu'elle fait face à un taux de chômage croissant, à la répression sociopolitique et, même, à l'humiliation si les politiques répressives et belliqueuses d'Ahmadinejad continuent quatre ans encore.

Une autre icône de ce mouvement, un étudiant de 19 ans, Sohrab Arabi, a été, selon les indices, assassiné après avoir été arrêté par les forces de sécurité. Il est devenu une référence parce que sa mère a osé parler de sa souffrance. Parvin Fahimi, qui a finalement récupéré le cadavre de son fils après trois semaines de recherches dans toutes les prisons, est devenue le porte-étendard des familles des prisonniers politiques et des mères des activistes martyrisés dans le nouveau groupe de femmes appelé « Mères en Deuil » (*Madaran-e Azadar*). Pour garder la mémoire de leurs enfants perdus et exiger la liberté des détenus, les mères des martyrs et des prisonniers politiques, convoquent une manifestation hebdomadaire dans les parcs publics de Téhéran. Suivant l'appel de Shirin Ebadi, avocate des droits de l'homme et prix Nobel de la Paix en 2003, les mères iraniennes dans le reste du pays et du monde ont commencé à se réunir dans des manifestations hebdomadaires semblables pour montrer leur solidarité avec les femmes d'Iran.

### Changement de paradigme post-islamique dans la culture politique d'Iran

Le Mouvement Vert est un produit autochtone, résultat d'une longue quête de réforme, de démocratie et de l'Etat de droit. Curieusement, il a surgi des anciens islamistes révolutionnaires déçus par l'islamisme totalitaire et a été bien accueilli dans de nombreux groupes séculiers de dissidents, victimes de la répression et la marginalisation sous le régime islamiste.

Cette rupture de l'intérieur est due, en partie, aux contradictions internes dans cet hybride institutionnel appelé « République islamique ». Confrontée au croissant mouvement pour la démocratie et à l'Etat de Droit séculier, la cohabitation tendue de sa composante théocratique et non élue (Islamique) avec l'autorité populaire élue (République) fait que la situation semble insoutenable.

Après ce que beaucoup ont baptisé comme le « coup électoral », le pouvoir de l'Etat repose de plus en plus sur les militaires de la ligne dure (la Garde révolutionnaire) et leurs alliés – les clercs conservateurs. Cette alliance semble décidée à détruire la partie républicaine de la « République islamique » hybride et cherche à consolider sa composante théocratique et non élue comme pouvoir réel. Nonobstant, de nouvelles fissures s'ajoutent à celles déjà existantes dans les rangs des clercs chiites et elles sont de plus en plus profondes. La vague de répression post-électorale, la suppression violente des manifestations pacifiques et légales, la torture, les jugements organisés à des fins de propagande, les mensonges et la révélation de cas de violation et d'abus sexuels de prisonniers politiques, ont accru le manque de confiance du peuple et son rejet du gouvernement. Ainsi donc, le régime se trouve en crise de légitimité.

Parmi les quatre candidats à la présidence, Ahmadinejad a été le seul qui n'a pas fait mention aux femmes dans sa plateforme électorale. Pendant son premier mandat, non seulement il a oublié les demandes des femmes, mais il s'est associé aux politiques les plus régressives, comme la présentation de la fameuse Loi de la Famille de 2008 qui a facilité la polygamie. Cependant, au début de son deuxième mandat en août 2009, il a surpris beaucoup de gens avec l'annonce de la désignation de trois femmes à la tête des ministères de l'Education, de la Santé et du Bien-être et de la Sécurité sociale. Le geste, sans précédents dans l'histoire de la République islamique, fut inespéré et inacceptable pour bon nombre de ses alliés conservateurs, surtout les clercs de Qom. Seule une des trois désignations obtint les votes nécessaires pour son approbation dans le *Majlis* (Parlement).

D'un autre côté, l'opposition, et en particulier les activistes des droits des femmes, voient cet acte comme une pure hypocrisie et un montage politique. Il s'agit, selon elles, d'une tentative désespérée d'Ahmadinejad afin d'apaiser les femmes qui sont devenues la principale opposition. De plus, l'historique négatif vis-à-vis de la défense des droits des femmes des désignées in-



**Prière du vendredi à l'Université de Téhéran, deux femmes portent le foulard vert en signe de protestation face aux résultats électoraux. Téhéran, juillet 2009.** / ROKSANA TAFRESHI/AFP/GETTY IMAGES

dique qu'Ahmadinejad prétend les institutionnaliser par rapport au mouvement pour les droits de la femme.

La situation en Iran continuera à être fluide dans la mesure où les événements se développeront. Les perspectives pour les droits des femmes, à moyen et long terme, sont prometteuses et encourageantes. Enfin, la quête de la démocratie s'unit à la quête des droits des femmes. Ceci indique un changement de paradigme dans la culture politique iranienne et son discours intellectuel. Avec pour toile de fond les derniers changements dans la politique de genre, même Ahmadinejad ressentira le besoin de réaliser un quelconque geste positif dans sa politique vis-à-vis des femmes. Mais avec une telle quantité de femmes activistes détenues, passées à tabac, emprisonnées et, même tuées, sous son mandat, il lui sera difficile de convaincre le peuple de ses bonnes intentions.

Le débat principal entre les partisans des droits des femmes repose actuellement sur la façon d'intégrer les demandes des femmes avec les objectifs plus amples de réforme et de démocratie à un moment de répression croissante. Elles cherchent la manière de continuer à réaliser une intervention féministe à l'intérieur du mouvement actuel de démocratie pour assurer sa direction vers un avenir non violent, non sectaire, pluraliste et égalitaire. C'est là une dure lutte mais à la fois un processus palpitant et inspirateur, dont le féminisme global, et en particulier les activistes des communautés musulmanes, peuvent beaucoup apprendre. ■